



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et
interdépartementale de
l'environnement, De l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 16/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/01/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LOGICOR 1

134 boulevard Haussman
75008 Paris

Références : E/23- 1197
Code AIOT : 0006512641

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2023 dans l'établissement LOGICOR 1 implanté Zone d'activité de la Barogne 77230 Moussy-le-Neuf. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOGICOR 1
- Zone d'activité de Barogne Bâtiments A, B et C 77230 Moussy-le-Neuf
- Code AIOT : 0006512641
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est un parc logistique constitué de 2 bâtiments (A et B). La société LOGICOR a été autorisée le 14 septembre 2022 par voie d'arrêté préfectoral à étendre son parc par la construction d'un troisième entrepôt (bâtiment C).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- défense extérieure contre l'incendie,
- respect des échéances prescrites dans l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2022,
- suites des dernières visites d'inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 1.9	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.1.5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Défense extérieure contre l'incendie (DECI)	Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Réserve incendie publique	Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Dispositifs de rétention des déversements et pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.1.6	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
12	Vérification des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22 de l'annexe II	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
14	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23 de l'annexe II	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
15	Accessibilité des issues de secours	Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.1.3	/	Lettre de suite préfectorale	7 jours
16	Evacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 14 de l'annexe II	/	Lettre de suite préfectorale	7 jours
18	Accès pour le personnel	Arrêté Préfectoral du 14/09/2017, article 6.3.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4.I de l'annexe II	/	Sans objet
17	Travaux de construction du bâtiment C	Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 4.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection réalisée conjointement avec le service départemental d'incendie et de secours de Seine-et-Marne (SDIS 77), a permis de mettre en évidence plusieurs non-conformités aux dispositions applicables, pouvant, en cas de sinistre, empêcher l'intervention des secours et l'évacuation du personnel dans de bonnes conditions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4.I de l'annexe II
Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...]
Constats : L'exploitant a présenté un état des matières stockées par locataire, qui est mis à jour de façon hebdomadaire : - bâtiment A - société CSP/MOVIANTO : 2497 tonnes de matériel médical (rubrique 1510) - bâtiment B (cellules 1,2 et 3) - société INNELEC : 4396 tonnes, soit 8790 palettes de consoles, jeux vidéos et produits dérivés (rubrique 1510), - bâtiment B (cellules 5, 6 et 7) - société 4PX : 3613 tonnes de produits manufacturés dont des appareils ménagers contenant des batteries (rubrique 1510). Il conviendrait d'évaluer la quantité de batteries lithium présente par cellule et de préciser la quantité et la localisation de ces batteries dans le plan de défense incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Modification des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 1.9
Thème(s) : Autre, Installation d'une mezzanine
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du Préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté : - dans le bâtiment A, la présence d'un groupe froid, qui selon le locataire aurait été installé en juillet 2020. L'unité extérieure de cet équipement est implanté sur la voie engins faisant le tour du bâtiment A. Sa localisation est susceptible de gêner la circulation des engins de secours; - dans la cellule B2, la présence d'une mezzanine destinée à de la préparation de commande avec convoyeur. Une ouverture munie d'une trappe est présente dans le mur séparatif entre la cellule B2 et la cellule B3.
Ces modifications ont été réalisées sans que le Préfet n'en ait préalablement eu connaissance. A l'issue de la visite d'inspection, l'exploitant s'était engagé à transmettre dans un délai d'un mois un dossier de modification. L'inspection des installations classées est toujours dans l'attente de ce document.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Aire de mise en station
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site dispose de voies d'accès engins et d'aires de mise en station des échelles aériennes accessibles en tout temps par une voie de 3 m de large minimum au droit de chaque mur coupe-feu et sur chaque façade. Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la largeur utile est au minimum de 7 m, la longueur au minimum de 10 m, la pente au maximum de 10 %, • elle comporte une matérialisation au sol, • aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire, • la distance par rapport à la façade est de 1 m minimum et de 8 m maximum, • elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours, • l'aire résiste à la force portante calculée : <ul style="list-style-type: none"> ▪ autour du bâtiment C : pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 m au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm², ▪ autour des bâtiments A et B : pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 m au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm². <p>Pour les cours camions au droit des bâtiments A et B où s'effectue la rétention des eaux d'extinction d'incendie, ces aires de mise en station des échelles aériennes doivent être accessibles depuis une rampe d'accès non impactée par les eaux d'extinction.</p> <p>L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des aires de mise en station des moyens aériens de tout le site.</p> <p>Dans le cas où la mise en place des engins de secours au niveau des aires de mise en station des échelles aériennes impacte la voie pompier, il est prévu des surlargeurs afin que les engins de secours puissent circuler librement sur le périmètre du bâtiment malgré la mise en station des moyens sur les voies échelles (véhicules, tuyaux, ...).</p> <p>Les aires de stationnement des engins de secours (8 m x 4 m) doivent être matérialisées.</p>
<p>Constats : Le bâtiment A est accessible sur 3 faces aux engins de secours.</p> <p>Le bâtiment B est accessible sur une face aux engins de secours.</p> <p>Les autres faces des deux bâtiments sont constituées d'une voirie gravillonnée dont les caractéristiques ne sont pas toutes connues.</p> <p>Aucune aire de mise en station des moyens élévateurs aériens n'est visible.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de confirmer les caractéristiques des voies engins et des aires de mise en station des échelles (résistance, dimensions, ...).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Défense extérieure contre l'incendie (DECI)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le réseau incendie est protégé contre le gel. Ce réseau maillé comprend au moins : <ul style="list-style-type: none">- 3 poteaux incendie publics (l'exploitation s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente),- 8 poteaux incendie disposés autour des bâtiments A et B (3 autour du bâtiment A, 3 autour du bâtiment B, 2 entre les bâtiments A et B). Ceux-ci sont alimentés par le réseau public assurant un débit de 180 m³/h pendant 2h,- 7 poteaux incendie répartis autour du bâtiment C (dont 5 poteaux de DN 2x100 et 2 poteaux de DN 100 dont l'implantation est diamétralement opposée, munis de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours). Ceux-ci sont alimentés au moyen de deux surpresseurs (dont un de secours) par une réserve aérienne de 840 m³ au Sud-ouest du bâtiment C munie d'un manomètre. L'implantation des hydrants est réalisée de sorte que tout point du bâtiment soit à moins de 100 m d'un hydrant et que les hydrants soient espacés de moins de 150 m. Ces poteaux permettent de délivrer 420 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar sans dépasser 8 bars,- une réserve d'eau complémentaire de 360 m³ au Nord entre les bâtiments B et C, munie de 3 aires d'aspiration de 32 m², en dehors des flux de 5 kW/m², utilisable pour les trois bâtiments. <p>Chaque hydrant est en mesure de délivrer un débit minimum de 60 m³/h sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. L'accessibilité des poteaux incendie privés est assurée de telle sorte qu'un binôme de sapeurs-pompiers puisse tirer un dévidoir de chacun des poteaux jusqu'à l'entrée des différentes cellules. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.</p> <p>Le site dispose d'une motopompe incendie fonctionnant au diesel, associée à une motopompe identique de secours, capable de fournir aux lances et autres équipements un débit total simultané de 180 m³/h pour les bâtiments A et B et 420 m³/h pour le bâtiment C avec une pression en sortie de 1 bar minimum sans dépasser 8 bars.</p>
Constats : <ul style="list-style-type: none">- Poteaux incendie <p>2 poteaux incendie privés (n° 535 et 536) sont présents autour du bâtiment A. 6 poteaux incendie privés (n° 529 à 534) sont présents autour du bâtiment B.</p> <p>Aucun poteau ne peut être considéré comme commun aux deux bâtiments.</p> <p>Ces poteaux incendie (PI) répondent aux exigences de débit et pression mesurées individuellement, d'après le rapport de la dernière vérification réalisée le 04 mars 2022. Trois d'entre eux ont été testés de manière simultanée le 18 mai 2022 (n° 533, 534 et 535). Le rapport ne mentionne pas l'atteinte du débit de 180 m³/h en simultané.</p> <p>L'accessibilité aux points d'eau incendie privés n°529, 530, 531, 532 et 536 n'est pas garantie au regard de la nature de la voie engins dont les caractéristiques sont à confirmer (dimensions, résistance).</p> <p>L'exploitant doit attester de l'atteinte du débit simultané requis par l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2022 par un essai terrain des 3 PI les plus défavorables pour chaque bâtiment.</p> <p>Par ailleurs, il a été constaté que le poteau incendie n°35 situé sur le domaine public est accessible par la rue de la Fontaine des Bries. Une allée relie ce PI à la façade Sud du bâtiment A via un portillon et une allée inutilisable en raison de la végétation.</p>

Les deux autres poteaux incendie publics les plus proches sont le n°34 et 36.

Ces trois PI sont disponibles sur la base de données Remocra (dernier contrôle effectué en 2020) selon le SDIS 77.

L'équipe du SDIS 77 présente sur site lors de la visite a demandé à ce que l'exploitant rende accessible le PI n°35 depuis un chemin stabilisé d'1,8 m de large utilisable par deux sapeurs-pompiers tirant un dévidoir. Ce chemin doit relier la voie engin périphérique du bâtiment A.

- Réserve incendie privée de 360 m³ :

L'exploitant n'a pas présenté d'attestation permettant de justifier de la conformité de cette réserve (sa capacité effective de 360 m³ et à délivrer un débit de 180 m³/h pendant 2 heures).

En outre, il a été constaté que les abords de cette réserve sont encombrés par de la végétation rendant difficile une éventuelle mise en œuvre des dispositifs d'aspiration des sapeurs-pompiers.

L'exploitant doit rendre cette réserve accessible pour la mise en œuvre des moyens sapeurs-pompiers et confirmer son volume utile.

- Besoins en eau (D9)

Dans le dossier initial d'autorisation de 2008, la société GEC 4 avait estimé les besoins en eau pour les bâtiments A et B à 330 m³/h pendant 2 heures couverts par les 8 poteaux incendie privés et la réserve de 360 m³.

Dans son avis du 04 février 2008, le SDIS 77 avait sollicité un débit de 420 m³/h en prenant en compte la surface de deux cellules au regard de l'hypothèse de propagation d'un sinistre aux cellules voisines, la réserve incendie publique de 1000 m³ étant en mesure de venir compléter le débit de 330 m³/h. Le dossier initial précisait que le réseau d'adduction public n'était qu'en mesure de fournir un débit simultané de 180 m³/h sur 3 hydrants.

En prenant en compte la réserve de 360 m³, sous réserve de justifier du volume réellement utile, et un débit en simultané de 180 m³/h à partir de 3 poteaux incendie, sous réserve de justifier de la disponibilité de ce débit, un débit de 360 m³/h est susceptible d'être garanti.

Les 60 m³/h manquants peuvent être assurés par la remise en état de la réserve de 1000 m³ ou bien par un débit simultané sur 3 poteaux incendie supérieur à celui annoncé dans le dossier initial sur le réseau public.

L'exploitant doit apporter les éléments permettant de justifier que ce débit est disponible.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Réserve incendie publique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve incendie de 1000 m3
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>- une réserve d'eau (bassin) constituée au minimum de 1 000 m³ d'eau située au Sud-Ouest du site, sur la voie publique, équipée de 3 raccords pour les engins.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant doit, avant 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - faire répertorier la réserve incendie publique de 1 000 m³ située à proximité de l'entrée des bâtiments A et B. ; les justificatifs devront être transmis à l'Inspection des Installations Classées et au SDIS de MELUN, - mettre en place une convention de pompage avec des Sociétés spécialisées. <p>[...]</p>
<p>Constats : L'exploitant a précisé que " la parcelle cadastrale (ZL 75) sur laquelle est implantée la réserve de 1000 m³ est aujourd'hui encore privée, bien qu'une rétrocession soit engagée. D'autre part cette réserve est reclassée depuis de nombreuses années et a été remplacée par l'étang de la Fontaine des Bries où un accès pompier spécifique a été réalisé ."</p> <p>Le SDIS 77 indique que la réserve est inexploitable en l'état. Le point d'aspiration évoqué est le n°901. Il est actuellement disponible et situé à environ 900 m du poste de garde de l'établissement.</p> <p>Il conviendrait de faire en sorte que la réserve de 1000 m3 soit rendue disponible, car elle est plus proche du site de l'établissement de la société LOGICOR 1 (200 mètres du bâtiment A et 500 mètres du bâtiment B) et entre également dans la défense extérieure contre l'incendie d'autres établissement de la zone d'activité de la Barogne.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de convention de pompage avec une (des) société(s) spécialisée(s). Il est rappelé que l'échéance des 3 mois est échue et que cette convention doit rapidement être mise en place et ce document doivent être intégré au plan de défense incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Dispositifs de rétention des déversements et pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'une rétention d'un volume a minima de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 200 m³ pour le bâtiment A : a minima 618 m³ au droit des cellules sur rétention de 5 cm, et 119 m³ au niveau des quais pour une hauteur d'eau maximale de 20 cm (une vanne de barrage à fermeture automatique et manuelle est disposée en sortie du réseau d'eaux pluviales), les autres eaux s'écoulent vers le réseau des eaux pluviales et les quais du bâtiment B par gravité, - 2 389 m³ pour le bâtiment B : a minima 1 553 m³ au droit des cellules sur rétention de 5 cm, et 352 m³ au niveau des quais pour une hauteur d'eau maximale de 20 cm (une vanne de barrage à fermeture automatique et manuelle est disposée en sortie du réseau d'eaux pluviales), - 2 631 m³ pour le bâtiment C : a minima 385 m³ au droit des quais pour une hauteur maximale de 20 cm (une vanne de barrage à fermeture automatique et manuelle est disposée en sortie du réseau d'eaux pluviales et en amont du bassin d'orage, et une autre vanne similaire entre le bassin étanche de 2 246 m³ et le bassin d'orage), et 2 246 m³ dans un bassin enterré étanche de 2 246 m³ sous le parking au Sud du site <p>Le cas échéant, un dispositif de rétention supplémentaire (avec qu'une pompe adaptée) doit être mis en place pour confiner les eaux polluées.</p> <p>En cas d'incendie du bâtiment A ou B, les vannes de barrage doivent être fermées pour les réseaux des eaux pluviales de ces 2 bâtiments.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de préciser le mode d'écoulement et de rétention des eaux d'extinction, notamment au regard de la topographie du site.</p> <p>Les vannes de barrages automatiques et manuelles sont signalées. L'exploitant confirme que des essais de manœuvre manuels sont régulièrement effectués(tous les mois).</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de préciser le mode d'écoulement et de rétention des eaux d'extinction d'incendie et d'intégrer les informations concernant les vannes au plan de défense incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Vérification des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations doivent être conçues conformément aux normes en vigueur ou à des référentiels reconnus, entretenues, vérifiées et contrôlées régulièrement ; l'exploitant doit assurer la maintenance des appareils de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, extincteurs, RIA...) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques doivent être inscrites sur un registre. Les vérifications périodiques sont notamment : <ul style="list-style-type: none">• pour les extincteurs, les RIA, les poteaux incendie privés : vérification externe annuelle,• pour les vannes de barrage : test trimestriel de fonctionnement,• pour les portes coupe-feu : vérification interne trimestrielle, vérification externe annuelle,• pour les exutoires de fumées : vérification externe annuelle,• pour le système de sprinklage :<ul style="list-style-type: none">▪ test hebdomadaire de fonctionnement,▪ visite semestrielle de la partie hydraulique,▪ visite annuelle de la motopompe,▪ visite triennale de l'installation complète. <p>[...]</p>
Constats : L'exploitant a communiqué les rapports des dernières vérifications concernant : <ul style="list-style-type: none">- le système d'extinction automatique d'incendie : le rapport de la vérification du 22 juillet 2022 fait état de plusieurs d'observations et de non-conformités sans risque de mise en échec (présence de bennes et compacteur non protégés à moins de 10 mètres des bâtiments A et B, présence d'une mezzanine non sprinklée dans le bâtiment B, cheminée de 15 cm entre les racks non respectée dans les cellules 1 et 2 du bâtiment A) ;- les exutoires de fumées : le rapport de la vérification réalisée le 21 juin 2022 fait état de nombreuses observations concernant les équipements présents dans les bâtiments A et B (cartouches de réserves à changer, coffrets de commande hors service, défaut de fonctionnement). L'exploitant a transmis un document présentant la liste des travaux effectués du 28 au 30 novembre 2022. Mais ce document n'est pas signé et ne précise pas le nom de la société qui est intervenue ;- les robinets d'incendie armés (RIA) : les rapports des vérifications effectuées le 04 mars 2022 des RIA présents dans les bâtiments A et B mentionnent plusieurs observations (RIA cassé ou fuyard, problème d'accès au RIA, etc.). L'exploitant a présenté une fiche d'intervention datée du 16 septembre 2022 correspondant à des travaux sur les RIA. Néanmoins ce document ne permet pas de s'assurer que l'ensemble des observations ont été levées. Par ailleurs, il indique que le groupe motopompe de la source B1 (sprinklage) était à l'arrêt et la vanne d'aspiration fermée le jour de l'intervention.- les extincteurs : les locataires, CSP et 4PX ont transmis les rapports des dernières vérifications réalisées en 2022 des extincteurs présents dans leurs cellules ainsi que les factures d'intervention. La vérification des extincteurs dans les autres locaux est à la charge du propriétaire exploitant;- les portes coupe-feu : les rapports des vérifications réalisées en février 2022 mentionnent de nombreuses anomalies dans les deux bâtiments (issues de secours fermées à clef ou condamnées ou dont l'accès est encombrée par des stockages, portes coupe-feu coulissantes nécessitant des travaux). L'exploitant a présenté les rapports de maintenance corrective. Néanmoins au cours de la visite, il a été constaté que les anomalies concernant les issues de secours perduraient dans les 2 bâtiments.

L'exploitant doit remédier aux différentes non-conformités et observations formulées dans les rapports de vérification et transmettre les rapports des prochaines vérifications prévues en 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22 de l'annexe II
Thème(s) : Autre, Indisponibilité du sprinklage du bâtiment A
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <p>Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation. L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23.</p>
Constats : Lors de la visite, l'inspection des installations classées a été informée que le système d'extinction automatique d'incendie du bâtiment A avait été mis hors service durant plusieurs semaines suite à des fuites sur la source B1. L'exploitant a établi un certificat N100, qui n'a pas été communiqué à l'inspection. De même, cette dernière n'a pas connaissance des mesures renforcées en termes d'extinction mises en place par l'exploitant pour pallier l'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Ces mesures compensatoires ne sont pas décrites dans le plan de défense incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;- les mesures particulières prévues au point 22. Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler. Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet.

Constats : A l'occasion de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté la dernière version de son plan de défense incendie. Cette dernière nécessite encore d'être complétée pour répondre aux dispositions du présent article, en particulier :

- tableau des compétences du personnel à compléter,
- plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu à compléter,
- plan des réseaux et modalités de rétention des eaux d'extinction à intégrer
- détailler les différents accès (voies engins, aires échelles, etc.),
- la (les) convention(s) de pompage avec des sociétés spécialisées à intégrer,
- les mesures compensatoires en cas d'indisponibilité du système d'extinction automatique incendie,
- aucune proposition d'organisation formulée pour les prélèvements environnementaux.

Le SDIS 77 propose que l'exploitant anticipe une structure de commandement interne (répartition des fonctions entre propriétaire et les locataires) et la mise en place d'un local permettant l'accueil d'un « PC Exploitant ».

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Accessibilité des issues de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des stockages

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Le stockage est effectué de manière que toutes les issues, escaliers, ... soient largement dégagés.

Constats : Dans les cellules exploitées par la société XP4, l'accès à certaines issues de secours est encombré par des stockages.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 7 jours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 14 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Issue de secours fermées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.</p> <p>En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac. Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m². En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.</p>
<p>Constats : Des issues de secours donnant vers l'extérieur sont fermées à clef sans le bâtiment A et le bâtiment B.</p> <p>Le jour de l'inspection, ni le propriétaire exploitant ni les sociétés locataires, n'ont pas été en mesure de retrouver les clefs permettant d'ouvrir ces accès.</p> <p>Des BAES complémentaires sont à prévoir dans les deux bâtiments.</p> <p>L'exploitant doit remédier de manière pérenne à cette situation, qui avait déjà été mise en évidence à l'occasion de la dernière vérification des portes coupe-feu.</p> <p>Il devra également transmettre le compte rendu du dernier exercice d'évacuation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 7 jours

N° 12 : Travaux de construction du bâtiment C

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 4.4
Thème(s) : Autre, Autres mesures d'évitement, réduction et compensation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Conformément à la proposition de l'exploitant, une étude faune et flore complémentaire est prévue. Dans le cas où cette étude n'aurait pas été transmise avant fin 2022, elle doit être réalisée en février-mars 2023. Un écologue réalisera un diagnostic écologique du site et donnera un ensemble de prescriptions à réaliser. Ces éléments devront être transmis à l'Inspection des Installations Classées dès réception, et au plus tard avant fin mai 2023.</p> <p>Afin de réduire le risque de destruction ou de perturbation des individus, les travaux doivent être réalisés en période automnale ou hivernale (août à février), soit hors période favorable à la reproduction (oiseaux, mammifères, insectes), sous réserve de l'accord du Préfet suite à l'étude faune et flore susmentionnée. Une vérification du cycle biologique doit être réalisée avant le début des travaux ; celle-ci doit faire l'objet d'un compte-rendu écrit. Le cas échéant, les dates des travaux devront être modifiées.</p> <p>[...]</p> <p>Constats : Le jour de la visite, il a été constaté que les travaux de construction du bâtiment C n'avaient pas démarré. Le rapport de l'étude complémentaire faune flore, qui doit être réalisée avant le démarrage des travaux, n'a pas encore été communiquée à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Accès pour le personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2017, article 6.3.2
Thème(s) : Autre, Mise en place d'un accès contrôlé pour le personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Afin de favoriser l'accès piétons et cycles du personnel, l'exploitant doit, sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, se positionner quant à la mise en place d'un accès contrôlé pour le personnel est réalisé au niveau de l'accès pompier, évoqué lors de l'instruction du dossier de demande d'autorisation d'exploiter.</p> <p>Constats : Le délai de trois mois est échu et l'exploitant ne s'est pas positionné par rapport à création de cet accès.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois